

« Le nationalisme hindou est un danger pour la démocratie indienne »

Porté par un idéal de progrès social, Jean Drèze est l'un des architectes majeurs des grandes lois sociales qui ont marqué l'Inde au cours de ces deux dernières décennies. Il a remporté le prix de la Citoyenneté 2021 attribué par la Fondation P&V.

ENTRETIEN

PHILIPPE DE BOECK

Il aurait dû recevoir son prix l'année dernière, mais la deuxième vague du covid en a décidé autrement. Cette fois, c'est la bonne et Jean Drèze était à Bruxelles lundi pour recevoir le prix de la Citoyenneté 2021 attribué par la Fondation P&V. Il consacre sa vie à la revendication et à l'amélioration d'aides publiques pour soutenir les Indiens les plus pauvres.

Après les lois sur le droit à la sécurité alimentaire et le droit à l'emploi rural garanti (votée en 2005 et dont vous êtes un des artisans), la situation s'est-elle améliorée en Inde ?

Il y a certainement eu des améliorations importantes après ces deux lois. La faim, par exemple, a été très fortement réduite par la loi sur le droit à la sécurité alimentaire. Elle garantit, entre autres, des subventions alimentaires de 5 kg de riz ou de blé par personne pour deux tiers de la population. Pour presque tout le monde, il y a toujours quelque chose à manger à la maison. On n'est peut-être pas bien nourri, mais on est protégé de la faim ; ce qui n'était pas le cas il y a vingt ans. Pour les familles pauvres, c'est très important. La loi sur l'emploi garanti dans les zones rurales, a aussi contribué à réduire la pauvreté et la faim. Elle donne également d'autres résultats positifs dont la création d'atouts productifs dans les zones rurales comme des puits, des canaux d'irrigation, des routes, du reboisement, etc. Dans l'Etat de Jharkhand dans lequel je vis, on a creusé 100.000 puits. Cela aide les gens à augmenter la production agricole et à vivre mieux. L'environnement est mieux protégé. La loi aide beaucoup les femmes des zones rurales parce qu'elles ont très peu de chance de décrocher un emploi rémunéré.

Il y a encore de la marge ?

On peut essayer d'améliorer ces lois et leur application. Avec celle sur l'emploi garanti, il y a un très gros problème de paiement dans les délais prévus. La loi a fixé un terme de 15 jours mais ça ne se passe pas comme ça... C'est difficile à résoudre parce que le système de paiement change continuellement. Il faut aussi réduire la corruption, en particulier par rapport à cette loi sur l'emploi garanti. Après ça, il faut penser à d'autres éléments d'un système de sécurité sociale parce que le but ultime, c'est ça. Je pense aux pensions notamment et à ceux qui ne peuvent pas bénéficier d'un emploi garanti parce qu'ils ne peuvent pas travailler. Il y a également les allocations maternelles qui sont en principe incluses dans la loi mais qui n'ont pas vraiment été mises en œuvre selon ce qui était prévu par la loi. Elles sont restreintes à un enfant par femme alors que la loi dit que cela devrait s'appliquer à



tous les enfants. On peut y ajouter les programmes de nutrition pour les enfants.

L'Inde, c'est 1,4 milliard d'habitants dont la grande majorité est pauvre. A cause du système des castes ?

Ce n'est pas le facteur principal, mais ça complique certainement beaucoup de choses. Parce que ça divise les gens et crée un très grand fossé entre classes privilégiées et défavorisées. Et ça divise aussi les classes défavorisées. Comment s'assurer de faire des progrès dans l'éducation quand beaucoup d'instituteurs de hautes castes ne croient pas vraiment que les enfants à qui ils donnent cours en ont besoin. Dans le système traditionnel des castes, l'éducation était réservée aux hautes castes. Ce n'est plus le cas aujourd'hui, mais ça reste chez certains. Même chose pour les soins de santé : comment s'assurer qu'ils fonctionnent bien si les médecins (qui viennent plutôt de hautes castes) ne peuvent pas toucher les malades ?

Et puis il y a le facteur politique et économique de la montée du nationalisme hindou. C'est une espèce de revanche des hautes castes par rapport à la démocratie

”

Et puis il y a le facteur politique et économique de la montée du nationalisme hindou. C'est une espèce de revanche des hautes castes par rapport à la démocratie. C'est une tentative de se réaffirmer en imposant à toute la société un certain modèle social qui, dans leur tête, correspond au modèle traditionnel hindou.

Les nationalistes hindous au pouvoir depuis 8 ans, ça complique la donne ?

C'est un très grand danger pour la démocratie indienne. En plus, cela crée aussi des divisions entre les musulmans et les hindous qui peuvent aller très loin au fil du temps. Tous les progrès sociaux réalisés ces vingt dernières années étaient basés sur l'espace démocratique qui existe en Inde. Le pays n'a jamais été une démocratie modèle mais les institutions démocratiques fonctionnaient... Cet espace démocratique commence à se restreindre et on se dirige de plus en plus vers un système autoritaire où il n'y a pas

Jean Drèze passe pas mal de temps dans les villages avec des étudiants ou des équipes de volontaires locaux pour continuer à évaluer et surveiller les programmes sociaux. © TAHA AHMAD.

de possibilité de liberté d'expression, d'opposition, de critique, etc. Au niveau fédéral, on ne sent pas beaucoup d'intérêt pour les lois sociales. Le nationalisme hindou parle beaucoup plus des devoirs des citoyens que des droits.

Vous êtes économiste et insistez beaucoup sur le fait qu'un économiste doit être présent sur le terrain pour agir et améliorer le sort du plus grand nombre... Aujourd'hui plus qu'hier ?

Pour moi, c'est toujours le cas... Ce qui est important, c'est que les gens qui ont une formation en économie se trouvent un peu dans tous les domaines. Les économistes de profession sont principalement soit dans le monde académique, soit dans les affaires ou des organisations internationales. Dans les campagnes pour les droits économiques et sociaux, cela nous a beaucoup aidé d'avoir des gens ayant une formation en économie. Cela aide toujours d'avoir une compréhension de ce qu'il se passe. Et les économistes ont beaucoup à apprendre à être sur le terrain, ça va dans les deux sens.

Quelles sont les clés d'un véritable développement social ?

L'éducation d'abord, c'est capital à tous points de vue. Quand on voit l'Inde et les Etats qui ont le plus progressé (Kerala, Tamil Nadu ou Madhya Pradesh), c'est parce qu'ils ont investi tôt dans l'éducation. Ça change tout et ça permet en particulier aux citoyens de participer à la vie politique. C'est comme ça qu'on fait changer les choses.

L'autre clé, c'est l'engagement politique. Tous les programmes sociaux sur lesquels on a travaillé sont passés par une forme d'activité politique. Ce n'est pas un économiste qui fait un rapport, le soumet au Premier ministre et puis tout à coup ça passe. Il faut se battre, faire pression sur les partis, sur le public, sur le gouvernement...

Ce qui a été accompli en Inde est transposable ailleurs ?

L'Inde n'a pas le monopole de ce genre d'initiatives. Certains pays ont des programmes de travaux publics de même inspiration. Il y a des pays avec d'autres formes de sécurité sociale. On a tous à apprendre les uns des autres. Mais il y a des initiatives intéressantes en Inde dont on peut s'inspirer ailleurs, je pense

en particulier à l'emploi garanti en zone rurale dont on commence à parler dans pas mal de pays. Il facilite l'égalité sociale, notamment quand les enfants mangent ensemble.

Vous avez la nationalité indienne depuis 2002, avez-vous l'impression de faire partie intégrante de la société indienne ?

Je crois, oui, car il y a de tout en Inde. Il y a de la place pour quelqu'un qui est né en Belgique. Je me sens plutôt bien accepté.

Comment êtes-vous arrivé en Inde ?

Par étapes au fil du temps. Je ne suis pas arrivé là en me disant que j'allais rester toute ma vie. Au départ, je voulais y rester un an et faire une maîtrise en économie. Mais l'Indian Statistical Institute de New Delhi n'en proposait pas. On m'a dit que je pouvais m'inscrire au programme de doctorat. Assez rapidement, je me suis senti bien là et je me suis fait beaucoup d'amis. J'y suis resté et je ne l'ai jamais regretté. Pour quelqu'un qui s'intéresse à la recherche du point de vue de l'action sociale et qui veut un peu faire bouger les choses, l'Inde est un pays très intéressant à cause de ses institutions démocratiques. Tout cela est en train de changer, malheureusement...

Depuis quand voulez-vous améliorer le monde ?

Cela remonte à des expériences de ma jeunesse, l'influence de mes parents, de certains professeurs, d'amis de classe, etc.

La guerre en Ukraine inquiète en Inde ?

Pour le citoyen moyen, ça ne compte pas tellement, ils ont des préoccupations plus immédiates. Le gouvernement la voit plutôt à travers le prisme de ses propres intérêts : livraison d'armes russes, prix du pétrole, etc. C'est un peu dommage et contradictoire parce que d'une part le gouvernement indien veut devenir une superpuissance et, d'autre part, il n'est pas trop prêt à prendre ses responsabilités au niveau mondial. On assiste au même phénomène dans les négociations pour le climat. L'Inde ne fait pas grand-chose et considère que le problème a été créé par les pays riches. C'est la croissance économique à outrance d'abord et il pousse très fort sur le charbon pour devenir une superpuissance.